

Le Bonnet Rouge

DIRECTION & PUBLICITE
14, rue Drouot (Paris 9^e)
Téléph. : CENTRAL 69-70

Quotidien Républicain du soir

5 centimes — PARIS ET DEPARTEMENTS — 5 centimes

REDACTION & ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (Paris 2^e)
Téléph. : CENTRAL 80-63

DIRECTEUR :
Miguel ALMEREYDA

Pour la Publicité s'adresser à la Direction
14, rue Drouot, Paris (9^e)

Les Conseils de Guerre

Bons Confrères, dormez-vous ?

Notre campagne nous vaut, venant d'un peu partout, force commentaires. Les uns veulent bien nous approuver, sans réserves, et féliciter le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme pour sa courageuse obstination à réclamer, malgré la guerre, des garanties de justice.

D'autres nous disent : « Evidemment, évidemment, vous avez raison. Seulement est-ce bien le moment de poser une pareille question ? Les « militaires » seront contre vous... Il aurait mieux valu provoquer discrètement le dépôt d'un projet de loi, et attendre qu'il aboutisse ».

Enfin, un Poilu, de la tranchée champenoise où il enfonce dans la boue à mi-corps, a griffonné à notre adresse quelques mots truculents : « Bravo ! Mais gueztez donc plus fort, bon Dieu !... Hélas ! Avec quel plaisir accueillions-nous cet appel si les Allemands n'étaient plus à Noyon !... Mais ils y sont encore, et ce serait un crime de dire que ce soit qui puisse diviser ou troubler l'opinion.

Nous avons rompu l'affreux silence en milieu duquel les pires drames se déroulent. Nous avons essayé, une seconde, de montrer aux législateurs qui, en définitive, seront seuls responsables devant le pays, ce qui s'accomplit dans l'ombre où se complaisent les tribunaux militaires. Nous n'avons pas voulu que l'effroyable complicité du « laissons faire ».

Le rôle d'aveugles par persuasion ne saurait nous tenter. Le devoir est de forme variable ; il est toujours d'obéir aux suggestions de la conscience, il faut parler, et nous avons parlé. Il pourrait être dangereux d'en trop dire, et nous faisons ce qu'il convient qu'on ne dise pas.

Mais il ne faudrait pas que la réserve que nous nous imposons facilite certaines dérobades. Dans la presse aussi, comme au Parlement, il faut prendre ses responsabilités.

C'est trop facile, quand on est saisi d'une affaire, de dire en levant les bras au ciel : « Il y a la Censure ! » Certes, il y a la censure. Il y a même deux sortes de censure : celle que l'on s'impose à soi-même et celle que le Gouvernement nous impose.

En l'espèce, toutes deux sont d'accord pour admettre qu'il vaut mieux éviter à remédier au mal que le laisser s'envenimer.

Ce n'est pas dans six mois qu'il faudra s'aviser que la juridiction militaire fonctionne mal. C'est tout de suite ; c'était hier déjà. On a trop tardé.

majorité pour mettre fin au scandale décalant d'une juridiction qui ligote la défense ?

La Ligue des Droits de l'Homme vient, de son côté, de se retourner vers le Gouvernement, vers la presse, pour demander le rétablissement des indispensables garanties.

Nous y insistons. Il faut que, dans l'armée du Droit, le Droit soit respecté. Il faut qu'un accusé puisse se défendre.

Nous demandons le rétablissement de l'instruction contradictoire, avec communication du dossier à la défense ; Nous demandons que des avocats soient envoyés aux armées, près de chaque conseil de guerre ; Nous demandons que le droit de grâce, conformément à l'esprit de notre Constitution, ne soit plus délégué.

Ohé ! Confrères de toutes les feuilles d'union sacrée, combien sommes-nous, dans la presse française, à demander cela ?

M. TERY
Le maître-chanteur qui dirige l'œuvre pour le compte des frères Hemessy, n'honore ce matin de sa bave.

Il découvre — après le Terehon du Roy — que je suis un condamné de droit commun et que le bonnet rouge — arrêté au cours des siècles, de la Rome antique à la Révolution, des « eschelières » du Moyen Age à la République de Courbet, comme le symbole de l'indépendance — est la coiffure du bagnard !

Aujourd'hui, je ne répondrai à M. Tery que par un souvenir. Il est d'hier.

Quand l'œuvre s'installa dans l'immeuble de la rue Drouot, à l'étage au-dessous de celui que le Bonnet Rouge occupe, M. Tery me fit solliciter de le recevoir.

Quelques années auparavant, dans le petit jardin du quartier Politique de la Santé, j'avais refusé ma main à l'immonde personnage que Gustave Hervé me présentait. Mais Téry avala et digéra les crachats comme les canards avaient et digèrent la mie de pain.

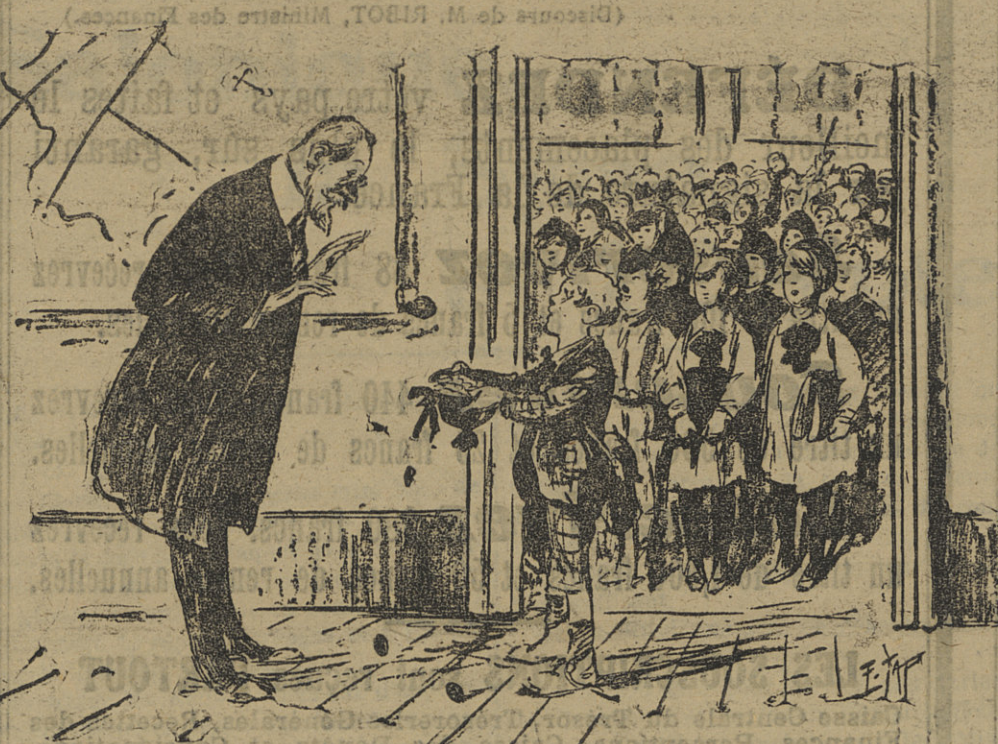
Il seignit donc d'avoir oublié l'injure comme il feint de ne plus se souvenir des corrections que lui administra au temps où ce grotesque battait monnaie avec son coquage.

C'est ainsi que le mauvais sujet me fit transmettre son désir d'une visite de bon voisinage.

Mais j'ai, moi, le dégoût tenace. Je refusai. Le drôle en a été froissé. Je confesse ma surprise. Je ne pensais pas qu'il put encore se froisser.

BRAVES PETITS CŒURS

par E. TAP



M'sieu le Directeur, c'est nous qu'on a mis chacun dix sous pour l'Emprunt de la Victoire !

EN GRÈCE

On cause beaucoup, mais sans résultat appréciable

LE POUR :

Londres, 9 décembre. — Le Morning Post reçoit le télégramme suivant d'Athènes, à la date de mardi : « Malgré toutes les déclarations contraires, la Grèce et les puissances alliées se sont déjà entendues, en principe, sur les points principaux de l'accord à intervenir, et le général Pallis n'est allé à Salonique que pour discuter certains détails militaires avec les états-majors français et anglais.

Athènes, 8 décembre. — Le général Pallis discute en détail la situation avec le général Saurat. Puis auront lieu des réunions officielles entre les commissions militaires grecque et française.

On est persuadé dans les cercles compétents qu'un résultat satisfaisant sera atteint.

Salonique, 8 décembre. — Deux officiers de l'état-major général grec sont arrivés d'Athènes pour régler avec les autorités militaires franco-bulgares les détails résultant de l'arrangement intervenu entre la Grèce et les puissances de l'Entente.

LE CONTRE :

D'après le Daily Telegraph : Rome, mercredi soir. — Voici des nouvelles reçues d'Athènes par le Carriera della Sera. Peu avant l'arrivée de lord Kitchener et de M. Denys Cochin, l'empereur d'Allemagne envoya des décorations aux généraux Duxanaris et aux généraux d'état-major Melaxas, Stratigos, Pallis et Rangabe.

Le correspondant du Carriera della Sera affirme que le roi de Grèce demeure hostile à l'Entente surtout depuis la chute de Monastir. Toutes concessions que le gouvernement pourrait faire à l'Entente seraient refusées par le roi. Il est impossible de discuter plus longtemps qu'il existe une entente secrète entre le roi de Grèce, le kaiser et le roi de Bulgarie.

Les agents allemands continuent à dépenser de grandes sommes à l'achat de nouveaux journaux et pour celui de provisions pour les sous-marins. Ceux-ci s'approvisionnent d'ailleurs ouvertement dans les ports grecs, même dans les ports militaires. Les journaux germanophiles conseillent au gouvernement de transporter la capitale à Larissa. La mobilisation continue plus active que jamais et les serbes armés en cas si elle devait entrer en guerre demain.

L'Emprunt de la Défense Nationale

Pour libérer directement les souscriptions de l'Emprunt de la Défense nationale, soit en une, soit en plusieurs fois, la Banque de France avance 75 % du dernier cours des valeurs admises en garantie par ses statuts : Rentes françaises, actions et obligations de chemins de fer français, obligations et bons de la Ville de Paris, obligations du Crédit foncier de France, de villes et de départements français, emprunts des colonies françaises et pays de protectorat.

Sur ces avances, les intérêts ne courront qu'à partir du jour de la clôture de l'émission, quelle que soit la date à laquelle l'avance aura été faite au cours de la période de souscription.

AU PALAIS-BOURBON

LES INTERPELLATIONS D'AUJOURD'HUI

La séance de cet après-midi promet d'être l'une des plus animées de la session. Elle devra être consacrée à la discussion d'un certain nombre d'interpellations déjà anciennes : l'une de M. Navarra, relative à l'explosion de la rue de Tolbiac ; une autre de M. Simeyru sur les marchés de la guerre, une troisième de M. Collard sur les conditions dans lesquelles ont été passés certains marchés pour la fourniture des grenades à l'armée, et deux autres, de M. Ernest Lafont et de M. Léon Perrier, relatives à l'affaire de la « Morue française ».

Mais depuis, deux autres demandes d'interpellation et une question se sont produites : la première interpellation de M. Pierre Deyris, député des Landes, adressée au général Gallieni, ministre de la guerre, vis-à-vis la façon dont sont octroyées les permissions aux officiers et aux soldats du front ; 2° l'application de la circulaire du 4 novembre 1915, concernant les recommandations et la circulation garantissant aux officiers et soldats leur droit de réclamation ; 3° le fonctionnement du service des renseignements aux familles des combattants.

M. Malvy et les poilus pauvres

A plusieurs reprises, nous avons attiré l'attention des Pouvoirs publics sur la détresse scandaleuse de certains permissionnaires militaires, hélas obligés de coucher dehors dans ce Paris qu'ils ont sauvé de l'invasion.

M. Malvy, ministre de l'Intérieur, a pensé à ces « poilus » des régions envahies. En vue de leur situation, M. Malvy, ministre de l'Intérieur, avait chargé le directeur de son cabinet, M. Leymarie, d'organiser, d'accord avec le préfet de police, un service de réception, à l'arrivée de ces permissionnaires à Paris, afin de les héberger pendant leur séjour dans la capitale. M. Laurent, de son côté, avait désigné M. Duponnois, commissaire divisionnaire du 6^e district, pour coopérer à la même œuvre.

Et voici, croyons-nous, les mesures qui ont été envisagées. Tout d'abord, et sur l'ordre du ministre de la guerre, des instructions ont été données pour que, sur tout le front, les titres de permission des militaires appartenant à cette catégorie portent la mention « originaire d'un pays envahi ». Dans chaque cas de deux gares du Nord et de l'Est sera organisée, avec le concours des commissions militaires, un service qui fonctionnera au bureau des visas des permissions. Toutes les permissions y seront examinées.

La mention « originaire d'un pays envahi » permettra d'interroger discrètement les bénéficiaires sur l'état de leurs ressources. Ceux qui seront sans ressources seront inscrits au bureau des visas des permissions, et ceux qui ont offert leur concours. Des affiches, dont voici le texte, ont été apposées dans les gares et dans les cantines : « Les permissionnaires originaires d'un pays envahi seront renseignés au bureau militaire sur les facilités accordées pendant leur séjour à Paris. »

En Allemagne

La Paix au Reichstag

Le Reichstag tient aujourd'hui une séance publique, et l'on considère à Berlin que les débats qui vont s'engager seront d'une importance extrême.

La toute marque comblera les questions & discutera la passionnément. Déjà toutes les places des tribunes publiques sont retenues. On annonce que, de leur côté, plusieurs fils du Kaiser, par ordre de leur père, assisteront à la séance.

Ce dont le peuple et les grands se montrent si curieux, c'est surtout de savoir quel tour prendra l'interpellation sociale sur les conditions de la paix, et quelle réponse le chancelier fera aux interpellateurs.

Les bruits les plus divers circulent. Le chancelier, M. de Bethmann-Holweg, ne se ferait guère d'illusions, parait-il, sur l'issue probable de la guerre. Anssi serait-il partisan d'une paix « raisonnable » ; il voudrait voir l'Allemagne offrir aux Alliés une paix qui soit acceptable et pour les Alliés, et pour l'opinion allemande.

Mais il se heurterait ainsi à l'entêtement du Kaiser, du Kronprinz et des pangermanistes.

Aussi on s'attend à ce que le chancelier ne parle pas nettement et franchement des conditions de paix.

Au reste, l'interpellateur M. Scheidemann est un socialiste tout à fait rangé. Il est peu probable qu'il cherche à créer des embarras au chancelier.

Il ira tout autrement si Karl Liebknecht pouvait prendre part à la discussion. Mais Liebknecht est souffrant.

Habituellement le parti socialiste, quand il n'y a pas unanimement désigné deux orateurs : l'un chargé d'exprimer le sentiment de la majorité, l'autre celui de la minorité.

On a rompu avec cette tradition, pour l'interpellation sur la paix. La minorité n'aura pas la parole, à moins que l'un de ses membres n'intervienne de sa propre autorité.

ESPOIRS ALLEMANDS

Londres, 9 décembre. — On mande de Rotterdam au Daily Telegraph. Selon des nouvelles reçues de Berlin, la réouverture du Reichstag cause une certaine nervosité. Chacun se demande ce que va dire le chancelier et quelles sont véritablement les chances de paix.

On considère que le gouvernement ne peut pas éviter une déclaration sans ambages sous peine d'une révolte de la population.

D'ailleurs, le gouvernement a déjà annoncé que le Reichstag discuterait sous peu les possibilités de paix. Le louable motif de cette déclaration était évidemment de démontrer combien l'ennemi est aveuglé pour ne pas entendre au sérieux les propositions de l'Allemagne ; mais le vrai résultat obtenu jusqu'à présent a été de faire naître parmi la population des espoirs délimités en la paix.

CONFERENCE ENTRE LE CHANCELIER ET LE KAISER

Amsterdam 9 décembre. — Des nouvelles de Berlin disent qu'une anxieuse fébrilité est provoquée par l'attente du discours que prononcera le chancelier demain jeudi en réponse à l'interpellation des socialistes. Les phrases dans les tribunes publiques du Reichstag, s'attachent à peser sur...

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

TROIS HEURES

En Champagne, au cours de la nuit, notre artillerie poursuivant le bombardement de positions allemandes, a fait sauter un dépôt de munitions au Sud de Saint-Souplet.

Nos contre-attaques à l'Est de la Bulle de Souain ont continué à refouler l'adversaire qui ne garde plus qu'une partie de la tranchée avancée complètement bouleversée. Nos batteries, par leur tir constant, empêchent l'ennemi de s'y établir.

En Argonne, nous avons fait exploser avec succès deux mines dans la région de la Haute-Chevauclée.

CORPS EXPEDITIONNAIRE DES DARDANELLES

Le 5 décembre, une tentative d'attaque ennemie a été immédiatement arrêtée par nos feux.

Le tir efficace de nos engins de tranchées qui font brèche dans les lignes ennemies et provoquent l'explosion d'un dépôt de munitions turcs. L'ennemi a riposté par un violent bombardement qui n'a causé aucun dégat.

Dans la mer de Marmara, un sous-marin anglais a torpillé et coulé le contre-torpilleur turc Yar Hissar, faisant prisonniers deux officiers et quarante hommes.

Le Front serbe

L'OFFENSIVE BULGARE ECHOUÉ

Sur le front britannique

Salonique, 8 décembre. — Le temps s'est amélioré, les Bulgares ont bombardé, hier, toute la ligne britannique de Stroumitza. Le bombardement, qui dura tout le jour, fut suivi d'une attaque d'infanterie qui fut repoussée. Le combat fut repris aujourd'hui sur ce front.

Il est difficile d'établir si les Bulgares ont l'intention d'accumuler les attaques et quelle est leur force. Nos pertes, jusqu'ici, sont connues comme légères. A Krivovak, il y a eu des engagements locaux sans importance, hier, entre les sautiers français et bulgares.

D'après des renseignements parvenus ici, la situation intérieure en Bulgarie et en Turquie menace de se compliquer. La mésintelligence entre les Bulgares et les Turcs s'accroît.

Sur le front français

Athènes, 8 décembre. — La « Nea Himerà » a dit être informé qu'au cours des dernières vingt-quatre heures de sérieux combats ont eu lieu sur le front français.

Les Bulgares ne sont pas parvenus à ébranler les lignes françaises sur leur défensive dans le secteur de Doiran-Demir-Kapou.

Selon la « Patria » toutes les attaques bulgares ont été repoussées.

Le tir efficace de l'artillerie anglo-française a décimé les troupes bulgares.

Des informations d'autre source disent que les Bulgares concentrent des forces considérables dans la région de Stroumitza.

CONFERENCE ENTRE LE CHANCELIER ET LE KAISER

Amsterdam 9 décembre. — Des nouvelles de Berlin disent qu'une anxieuse fébrilité est provoquée par l'attente du discours que prononcera le chancelier demain jeudi en réponse à l'interpellation des socialistes. Les phrases dans les tribunes publiques du Reichstag, s'attachent à peser sur...

On considère que le gouvernement ne peut pas éviter une déclaration sans ambages sous peine d'une révolte de la population.

D'ailleurs, le gouvernement a déjà annoncé que le Reichstag discuterait sous peu les possibilités de paix. Le louable motif de cette déclaration était évidemment de démontrer combien l'ennemi est aveuglé pour ne pas entendre au sérieux les propositions de l'Allemagne ; mais le vrai résultat obtenu jusqu'à présent a été de faire naître parmi la population des espoirs délimités en la paix.

CONFERENCE ENTRE LE CHANCELIER ET LE KAISER

Amsterdam 9 décembre. — Des nouvelles de Berlin disent qu'une anxieuse fébrilité est provoquée par l'attente du discours que prononcera le chancelier demain jeudi en réponse à l'interpellation des socialistes. Les phrases dans les tribunes publiques du Reichstag, s'attachent à peser sur...

On considère que le gouvernement ne peut pas éviter une déclaration sans ambages sous peine d'une révolte de la population.

D'ailleurs, le gouvernement a déjà annoncé que le Reichstag discuterait sous peu les possibilités de paix. Le louable motif de cette déclaration était évidemment de démontrer combien l'ennemi est aveuglé pour ne pas entendre au sérieux les propositions de l'Allemagne ; mais le vrai résultat obtenu jusqu'à présent a été de faire naître parmi la population des espoirs délimités en la paix.

CONFERENCE ENTRE LE CHANCELIER ET LE KAISER

Amsterdam 9 décembre. — Des nouvelles de Berlin disent qu'une anxieuse fébrilité est provoquée par l'attente du discours que prononcera le chancelier demain jeudi en réponse à l'interpellation des socialistes. Les phrases dans les tribunes publiques du Reichstag, s'attachent à peser sur...

On considère que le gouvernement ne peut pas éviter une déclaration sans ambages sous peine d'une révolte de la population.

D'ailleurs, le gouvernement a déjà annoncé que le Reichstag discuterait sous peu les possibilités de paix. Le louable motif de cette déclaration était évidemment de démontrer combien l'ennemi est aveuglé pour ne pas entendre au sérieux les propositions de l'Allemagne ; mais le vrai résultat obtenu jusqu'à présent a été de faire naître parmi la population des espoirs délimités en la paix.

CONFERENCE ENTRE LE CHANCELIER ET LE KAISER

Amsterdam 9 décembre. — Des nouvelles de Berlin disent qu'une anxieuse fébrilité est provoquée par l'attente du discours que prononcera le chancelier demain jeudi en réponse à l'interpellation des socialistes. Les phrases dans les tribunes publiques du Reichstag, s'attachent à peser sur...

On considère que le gouvernement ne peut pas éviter une déclaration sans ambages sous peine d'une révolte de la population.

D'ailleurs, le gouvernement a déjà annoncé que le Reichstag discuterait sous peu les possibilités de paix. Le louable motif de cette déclaration était évidemment de démontrer combien l'ennemi est aveuglé pour ne pas entendre au sérieux les propositions de l'Allemagne ; mais le vrai résultat obtenu jusqu'à présent a été de faire naître parmi la population des espoirs délimités en la paix.

CONFERENCE ENTRE LE CHANCELIER ET LE KAISER

Amsterdam 9 décembre. — Des nouvelles de Berlin disent qu'une anxieuse fébrilité est provoquée par l'attente du discours que prononcera le chancelier demain jeudi en réponse à l'interpellation des socialistes. Les phrases dans les tribunes publiques du Reichstag, s'attachent à peser sur...

Bourse de Paris

DU JEUDI 9 DECEMBRE 1915

Marché au calme plat : Les valeurs russes sont irrégulières ; le groupe des porphyriques américaines est toujours en faveur.

Fonds d'Etat : Français 3 010, 61,50 ; 3 112 000, 91,05. — Extérieure, 83,05.

Actions diverses : Banque Mexicaine, 400. — Sargosse, 385. — Andalous, 390. — Monaco, 2,400 ; 115, 480. — Azote, 380. — Malacca, 118. — Hartmann, 608.

Nous demandons aux législateurs : N'y a-t-il pas, à la Chambre, un...

Nous demandons aux législateurs : N'y a-t-il pas, à la Chambre, un...

